

Notre sécurité alimentaire à long terme est entre vos mains !

Tribune commune de l'ARC, BirdLife, Bureau Européen de l'Environnement, Les Amis de la Terre Europe, Greenpeace, IFOAM EU Group, Pesticide Action Network Europe et WWF, demandant aux membres du Parlement Européen de prendre une position pour une réforme verte.

La plus grande menace pour la sécurité alimentaire de l'Union européenne provient des pratiques répandues d'agriculture et d'élevage non durables, basées sur la monoculture, la sur-dépendance aux engrais, pesticides et aliments du bétail importés, sur la sur-utilisation de l'eau et la dégradation des sols.

Ces huit dernières années, 20% des fermes ont disparu – souvent les plus intéressantes sur le plan de l'environnement- alors que 20% des exploitations, souvent aux pratiques environnementales dommageables, captent 80% des aides de la PAC.

En ces temps d'austérité et de contraintes budgétaires, chaque euro compte. Si nous continuons à dépenser des montants substantiels d'argent public dans le secteur agricole, c'est pour inciter les agriculteurs à changer vers une agriculture durable et créer les conditions pour des prix de marché équitables pour les agriculteurs. La PAC ne peut regagner sa légitimité que si elle utilise les fonds pour un investissement à long terme dans la protection de la base des ressources qui sous-tend toute agriculture.

L'écologisation de la PAC telle que la Commission l'a proposé est beaucoup trop faible. A moins de la renforcer fortement, l'Union européenne ne parviendra pas à régler les graves problèmes de notre secteur agricole, lequel porte atteinte à notre environnement, à notre sécurité alimentaire et aux perspectives d'avenir pour les fermes et pour l'Union européenne elle-même.

Une PAC défendable doit inclure au minimum, un paquet significatif de mesures de bases qui incluent des surfaces d'intérêt écologique, des rotations culturales et la protection des prairies. Il doit aussi contenir une conditionnalité des aides solide et un renforcement significatif du développement rural.

Protéger les ressources naturelles dont l'agriculture dépend et qui sont essentielles pour garantir sa viabilité économique à moyen et long terme, doit faire partie de la solution.

L'opportunité d'une vraie réforme ne devrait pas être sacrifiée au profit des intérêts acquis.

Nous appelons tous les députés du Parlement européen à prendre position en faveur d'une réforme verte. L'avenir de nos agriculteurs, de notre alimentation et de notre environnement en dépend.